

Grèce : après le 6 mai...

Pascal Morsu – pmorsu@gmail.com

Un séisme politique

Dans un texte récent, nous caractérisions la situation grecque comme « prérévolutionnaire » (« *en haut on ne peut plus, en bas, on ne peut plus et on ne veut plus* »). Sans aucun doute, les récentes élections législatives sont une illustration de plus de cette situation.

A juste titre, nombreux sont les commentateurs qui apprécient le résultat issu des élections législatives du 6 mai comme un séisme politique. Sans y revenir longuement, le fait est que dans ses profondeurs, la population du pays s'est dressée contre l'impérialisme, contre les forces qui acceptent de se faire les relais de la troïka UE-BCE-FMI, sur fond de polarisation politique accentuée. 60% des électeurs ont en effet voté pour des partis rejetant l'austérité, dans un contexte de décomposition sociale avancée – depuis le déclenchement de la crise, les salaires ont baissé d'un tiers...

Déroute du PASOK et des partis bourgeois, triomphe de Syriza

Inutile de s'étendre longuement sur ces résultats, largement connus et largement commentés.

Notons simplement que l'effondrement de la ND se fait surtout au profit des « Grecs indépendants », marginalement des néo-nazis. Tout ceci indique la profondeur de la crise politique qui sévit au sein de la bourgeoisie grecque. Face à la crise, quelle option choisir ? Ni la politique de servilité vis-à-vis de l'impérialisme, ni celle de l'affrontement ne semble garantir d'avenir à cette faible bourgeoisie. Dans ces conditions, l'électorat de droite se fragmente – quoi de plus normal ?

| | % exprimés | +/- | Sièges | +/- |
|-----------------------------------|---------------|--------|--------|------|
| Nouvelle Démocratie | 18,85 | -14,62 | 108 | 17 |
| Grecs indépendants ⁱ | 10,60 | | 33 | |
| SYRIZA | 16,78 | +12,18 | 52 | 39 |
| Gauche démocratique ⁱⁱ | 6,11 | | 19 | |
| PASOK | 13,18 | -30,74 | 41 | -119 |
| PC (KKE) | 8,48 | +0,94 | 26 | +5 |
| Antarsya | 1,19 | +0,83 | 0 | 0 |
| LAOS | 2,90 | -2,70 | 0 | -15 |
| Aube dorée | 6,97 | +6,68 | 21 | +21 |

A gauche, comme on le sait, le PASOK (PS grec) est le grand perdant de ces élections. Ce parti paie au prix fort sa servilité envers la troïka. En fait, c'est l'avenir même du PASOK comme parti de type social-libéral, membre de l'Internationale (dite) socialiste, qui est en cause à moyen terme. Ajoutons que les pertes du PASOK ne sont pas limitées au plan électoral. Ainsi, on a assisté à la rupture de nombreux liens qui unissaient le mouvement syndical au PASOK. De nombreux cadres du parti, des députés, l'ont quitté avant le 6 mai – souvent pour rejoindre SYRIZA. C'est tout un équilibre politique qui est par terre.

SYRIZA : les raisons d'un succès

La première raison du succès de SYRIZA s'explique par son refus clair et net d'endosser les mémorandums imposés au pays par la troïka UE-BCE-FMI. Mais pour essentielle que soit cette position, elle n'aurait pas suffi. Après tout, cette position ne distingue guère SYRIZA du PC...

En fait, le succès de SYRIZA s'explique largement par sa volonté de résoudre la crise politique.

En Grèce en effet, le pouvoir n'est même plus à prendre, mais à ramasser. Les grèves générales se succèdent, mais la question décisive, celle du pouvoir restait depuis des mois sans solution. Quel gouvernement pouvait remplacer celui de la troïka et s'engager dans la voie de la reconstruction, donc de la rupture avec l'impérialisme ? A l'évidence dans la situation concrète de la Grèce, un tel gouvernement ne pouvait prendre d'autre forme que celui d'un gouvernement anti-austérité, un gouvernement SYRIZA-KKE, rejoint par les autres organisations de gauche, sociales ou politiques. Précisons d'ailleurs que se prononcer pour un tel gouvernement n'implique pas de soutenir *le programme* de ces partis - Trotsky n'avait pas viré au stalinisme lorsqu'il se prononçait pour un gouvernement socialiste-communisteⁱⁱⁱ !

Dans ce contexte, en tout cas, les prises de positions de SYRIZA pour « un gouvernement de gauche » ont évidemment fait mouche. D'autant plus que la politique de division forcée des staliniens locaux ne pouvait mener qu'à boucher toute issue, signifier qu'aucune alternative n'existe aux gouvernements pro-Troïka. D'où d'ailleurs, l'échec du KKE (le PC), qui ne progresse quasiment pas dans une situation pareille. A l'opposé, SYRIZA est apparue aux masses comme la seule force crédible réellement désireuse de résoudre la question du pouvoir.

Quant à Antarsya, la coalition d'extrême-gauche, elle a visiblement été à côté de la plaque. Certes, ses prises de position contre l'€ et l'UE sont globalement correctes. Il n'en demeure pas moins que son refus de se situer sur la question du pouvoir, du gouvernement, aboutit à une politique irréaliste, ne répondant pas aux questions posées aux masses grecques^{iv}. Interviewé, un de ses dirigeants reconnaît que l'orientation suivie par la coalition a été « propagandiste »... Résultat : les masses ont largement ignoré Antarsya.

L'extrême-droite

Dans ce contexte, de nombreux camarades insistent sur l'émergence du parti « Aube Dorée », un groupe d'illuminés ouvertement nazis, visiblement soutenus en sous-main par certains secteurs de la police (50% des membres de la police auraient voté pour ce groupe).

Une analyse précise de l'extrême-droite grecque et de son influence réelle reste à être faite. Rappelons simplement que si le score électoral d'« Aube dorée » était de 6,97% en mai, il semblerait déjà tomber à 4% pour les prochaines élections, si on en croit les sondages. Qui plus est son émergence s'est largement faite aux dépens d'un autre parti, à peine plus ragoûtant, le LAOS (Il existe en Grèce une vieille tradition d'extrême-droite). Mais ce LAOS s'est effondré en raison de sa participation au précédent gouvernement et à son acceptation des conditions de Bruxelles et Berlin.

Au final, la représentation de l'extrême-droite passe de 15 à 21 députés (+240 000 voix, 4%). Rien qui puisse réjouir, certes. Sans aucun doute, même, des mesures de protection des immigrés seraient à organiser. Notons cependant tout de suite que pour l'instant, on ne voit nulle part en Grèce de milices brunes....

De là, donc à entamer les trompes de « l'antifascisme ».... A suivre donc, mais en se gardant des caricatures.

Un gouvernement introuvable

Comme on le voit, le résultat du scrutin du 6 mai interdisait au bloc ND-PASOK de poursuivre sa politique sans se trouver de nouveaux partenaires aptes à lui assurer une majorité parlementaire. Dans les jours qui suivirent le scrutin, diverses consultations eurent lieu. Mais le fait est que les forces des partis pro-austérité étaient insuffisantes pour constituer un gouvernement stable.

Il faut souligner, pour s'en féliciter, qu'à cette occasion, la coalition SYRIZA refusa tout compromis visant à la soumettre à la troïka. Elle fut en effet l'objet de toutes les pressions afin qu'elle participe à un gouvernement « technique » mettant en œuvre le plan de rigueur exigé par la troïka (le mémorandum). Incontestablement, l'attitude prise par le mouvement d'A. Tsipras s'est répercutée dans toute l'Europe et fait que celui-ci symbolise désormais la résistance du peuple grec à l'impérialisme.

On a là une nouvelle illustration de la fameuse remarque du programme de la IV^o Internationale

selon laquelle on ne peut exclure des forces réformistes « *soient contraintes d'aller plus loin qu'elles ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie* ». Mais, comme on le verra plus loin, prendre acte de cette attitude positive de SYRIZA ne signifie pas pour autant que nous partageons le *programme* de la coalition. Il ne faut pas tout confondre, ainsi que le font certains camarades.

En tout cas, le refus de la direction de SYRIZA de se suicider politiquement aboutit à ce que de nouvelles élections soient convoquées pour le 17 juin – au cas où le peuple de Grèce aurait changé d'avis...

En fait, il semble que le résultat de la gauche sera encore plus important, ce qui pourrait bien aboutir à la sortie de la Grèce de l'Union Européenne, en tout cas à la mise en place d'un dispositif à plusieurs vitesses....

A propos de SYRIZA

Comme on le voit, il est impossible d'analyser ce qui se déroule en Grèce sans revenir sur SYRIZA. De nombreux articles retracent son histoire - inutile de s'appesantir. On sait que le cœur de la coalition est formé par le parti Synapsimos, issu du PC. Mais ce tronc commun a été rejoint par de nombreux groupes d'origine diverse, maoïstes, trotskystes... D'où la particularité de la coalition :

« Formation politique au programme caractérisé en permanence par un... flou artistique, la Coalition de la Gauche Radicale a presque toujours balancé entre le réformisme de gauche et un anticapitalisme conséquent. »^v

En fait, les prises de positions positives (et qu'il faut utiliser politiquement) de SYRIZA – contre un gouvernement pro-troïka, contre les mémorandums ... - ne signifient en rien que cette organisation aurait cessé d'être de type réformiste. Rappelons qu'une politique révolutionnaire met au centre la question des moyens de rompre avec le capitalisme, alors que les réformistes ont quant à eux pour méthode d'éviter la question.

Un programme RÉ-FOR-MISTE !

Au lendemain du 6 mai, SYRIZA a publié le programme en 5 points suivants^{vi}, censé servir de socle aux négociations menant à un gouvernement de gauche :

« La nécessité d'une annulation immédiate de la mise en œuvre des mesures du mémorandum et en particulier ces lois ignominieuses visant à réduire encore plus les salaires et les retraites.

L'annulation des lois qui abolissent les droits fondamentaux des travailleurs, en particulier la loi qui fixe qu'après le 15 mai, ce sera la fin de l'extension des conventions collectives existantes, et la fin des conventions collectives elles-mêmes.

La mise en avant de changements immédiats dans le système politique allant dans le sens d'un approfondissement de la démocratie et de la justice sociale, en premier lieu en changeant la loi électorale, en introduisant la proportionnelle intégrale, ainsi que l'abolition de la loi concernant les responsabilités des ministres.

Le contrôle public du système bancaire, qui aujourd'hui, malgré le fait qu'il ait reçu près de 200 milliards d'euros en liquidités et en garanties provenant de fonds publics, reste entre les mains des dirigeants qui l'ont mis en faillite. Nous exigeons que le rapport Black Rock soit publié immédiatement. Les banques doivent devenir des instruments pour le développement de l'économie et le renforcement des petites et moyennes entreprises.

La création d'une Commission d'audit pour explorer la partie odieuse de la dette publique, un moratoire sur son remboursement et la recherche d'une solution Européenne juste et viable
».

Le simple fait d'envisager qu'une partie de la Dette est légitime, qu'il faudrait trouver « *une solution européenne juste et viable* » permet de caractériser ce programme. Sans l'ombre d'un

doute, il s'agit donc d'un programme de type « réformiste-radical ».

Il faut aussi dire un mot du mot d'ordre de « contrôle public » sur les banques qui pourrait faire illusion. Voici donc ce qu'en écrivent les partisans grecs de la « Tendance Marxiste Internationale », par ailleurs membres de SYRIZA et de Synapsismos.

« Depuis deux ans, SYRIZA revendiquait la nationalisation des banques. (...) Désormais, cependant, si on en croit les déclarations récentes de G. Draghassakis, la nationalisation s'est muée en « contrôle public », notamment grâce à leur recapitalisation sur fonds publics (...). Cette forme de « contrôle public », sur la base de capital prêté par la troïka est incompatible avec le rejet du mémorandum. (...) Par dessus tout, il n'y a rien de « public » dans ce type de « contrôle public », puisque les banques continueraient à opérer comme des entités commerciales ayant pour but de maximiser leurs profits et dont la direction serait sans doute assurée par des hauts fonctionnaires contrôlés par les actionnaires et non les travailleurs, plus largement par la société. »

Quant à A. Tsipras lui-même, ce qu'il explique sur le sujet est tout aussi clair :

« Il devrait y avoir un pôle bancaire public, un pôle public et l'ensemble du système financier devrait être sous surveillance publique. Nous ne parlons pas d'un plan de nationalisation, dans lequel toutes les banques seraient détenues par une seule entité qui déciderait. »^{vii}

La question de l'Europe

- *Une question décisive*

Autre question : le programme de SYRIZA est soigneusement silencieux sur la question de l'Europe (la direction de Synapsismos est en effet pro-UE).

La situation grecque a ceci de spécifique que la bourgeoisie locale a dû très largement abdiquer de ses pouvoirs au profit de l'impérialisme, représenté par l'UE et le FMI. D'où l'importance qu'a pris la question européenne.

Certes, il est indispensable de refuser de faire de la question de l'€ une question en soi. On ne peut laisser croire qu'une mesure monétaire, que le retour au Drachme sans expropriation du Capital permettrait de résoudre les questions posées aux travailleurs de Grèce. Ce serait sombrer dans le (social-)chauvinisme le plus plat.

Mais dans le cas concret de la Grèce, accepter le cadre de l'UE et de ses institutions revient dans les faits à faire allégeance à l'impérialisme. La forme *concrète* du combat contre l'impérialisme passe nécessairement par celui contre l'Union Européenne et les institutions du type BCE ou FMI. Il ne peut exister de gouvernement des travailleurs en Grèce sans rupture avec Bruxelles, Francfort et Washington – quelle évidence !

Notamment en matière monétaire : comment imaginer une politique économique orientée sur les besoins sociaux tant que la politique monétaire sera l'otage de Merkel, Barroso & co ? Rappelons que l'€ est le produit du traité de Maastricht. Dénoncer ce traité et ses critères, c'est rompre avec la BCE.

Quant à modifier le fonctionnement de la BCE, il y a un « léger » préalable : la mise en place de gouvernements menant des politiques favorables aux masses dans une majorité des 27 États membres (dont l'Allemagne) de l'Eurozone... Autant dire que ce n'est qu'une perspective.

- *Les positions de SYRIZA*

C'est sans doute à propos de la question européenne que l'impasse de la politique actuelle de SYRIZA apparait le plus clairement. Pro-UE, SYRIZA l'est clairement et ne rechigne pas – comme toute organisation réformiste – à se situer sur le terrain du dialogue avec les gouvernements bourgeois :

« Nous voulons tout d'abord convaincre nos partenaires européens, persuader les dirigeants européens qu'ils suivent la mauvaise recette.(...)»

Vous me demandez ce que je ferais si j'avais l'occasion de devenir premier ministre. Oui, j'irai au Sommet et je dirai que ce programme conduit le peuple grec à la pauvreté, une République est une République, et il faut accepter l'opinion d'une majorité qui ne veut pas de ce programme et cela devrait être pris en compte. S'asseoir autour d'une table et discuter sur un autre programme est dans l'intérêt de tous. Un programme qui reposerait sur deux piliers : la croissance et la cohésion sociale. »^{viii}

R. Dourou, la responsable aux questions européennes de Synapsismos, est encore plus précise :

« Nous contestons l'équation qui veut que la rigueur soit la condition sine qua non de l'appartenance à l'euro. Sans être contre l'assainissement de nos finances, nous revendiquons de tout renégocier dans une logique bien différente de la politique actuelle.

Mais on se gardera bien de procéder à une action unilatérale qui pourrait se traduire par des sanctions. »^{ix}

Quelle politique ?

En Grèce, la crise en est arrivée à un tel point que l'alternative est limpide. Pour sortir du cauchemar, il est indispensable de s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme. Seul un gouvernement des travailleurs, rompant avec l'impérialisme – en premier lieu l'UE – sera en mesure de préserver ce qui peut l'être, d'engager la reconstruction.

Cet objectif n'est pas celui de SYRIZA – dont acte ! C'est ce qui fonde la nécessité de construire un parti anticapitaliste, quelles qu'en soient les modalités^x. Tout ceci donne comme responsabilités aux révolutionnaires d'expliquer patiemment leurs positions, en s'appuyant sur chaque prise de position positive que la situation impose à la direction de cette coalition, dans un dialogue constant.

Par contre, il ne saurait être question de prendre des vessies pour des lanternes, de renoncer à la défense d'un programme anticapitaliste – quelles que soient les précautions qu'impose notre éloignement du théâtre des opérations.

C'est pourtant là où la « Gauche anticapitaliste » veut mener le NPA, elle qui voit dans SYRIZA « ce que pourrait être une démarche révolutionnaire moderne » (sic !) et qui écrit :

« Avec ses propositions centrées autour de la redistribution des richesses, de l'abrogation des lois contre les travailleurs, de la nationalisation des banques, d'un audit de la dette publique et d'un moratoire sur le paiement de la dette, Syriza a su convaincre. En répondant aux aspirations populaires, la coalition a mené une bataille en faveur de l'unité, y compris en proposant des accords techniques aux autres forces de gauche anti-austérité. »

Ceci étant, personne n'attendait de la Gauche Anticapitaliste une posture autre que celle de caisse de résonance du FdG. Même les plus naïfs commencent à être habitués....

A propos d'un texte du « BE de la IV^e Internationale »

La lecture de la déclaration « *L'avenir des travailleurs européens se joue en Grèce* » nous a plus surpris. Autant dire les choses sans ambage : quiconque lit ce texte n'y verra qu'une tentative de trouver le point de jonction avec la direction de SYRIZA. Ainsi ce texte explique-t-il

« Plus que jamais, les luttes contre les politiques d'austérité exigent de combattre pour la rupture avec les politiques et les traités qui constituent la base de la construction de l'Union européenne. »

Tout ceci est bien vague, alors qu'en Grèce, la question est d'une actualité brûlante. L'avenir de la Grèce peut-il se concevoir dans le cadre de l'UE ou faut-il rompre immédiatement avec elle ? On ne sait le dire à la lecture de la déclaration. Nous soutenons quant à nous la revendication de rupture immédiate avec l'UE (comme le font Antarsya et le KKE contre SYRIZA, semble-t-il) : ce serait l'une des premières mesures prises par un gouvernement ouvrier dans ce pays.

De même expliquer que

« Ce n'est pas l'euro, ce sont les diktats de la « Troïka » qu'il faut combattre aujourd'hui. »

est une reprise d'une des thèses les plus critiquables de SYRIZA, reprise par toutes sortes de réformistes, par exemple, M. Husson et ses économistes atterrants en France.

Tout aussi problématique est le passage suivant :

« Face à cette politique, la gauche radicale grecque, et en particulier Syriza qui a aujourd'hui une place centrale, défend un plan d'urgence autour de 5 points :

1. L'abolition des « mémorandums », de toutes les mesures d'austérité et des contre-réformes du travail qui sont en train de détruire le pays.
2. La nationalisation des banques qui ont été largement payées par les aides publiques.
3. Le moratoire du paiement de la dette et un audit qui permettra de dénoncer et d'abolir la dette illégitime.
4. L'abolition de l'immunité des ministres.
5. La modification de la loi électorale qui a permis au PASOK et à Nea Dimokratia de gouverner au détriment de la population grecque et de faire sombrer le pays dans la crise. »

D'abord, comme on l'a vu plus haut, il n'est pas vrai que SYRIZA soit favorable à la nationalisation des banques.

Ensuite, il faut rappeler que la revendication de

« moratoire du paiement de la dette et un audit qui permettra de dénoncer et d'abolir la dette illégitime »

est ambiguë. En tout cas, s'il s'agit de déclarer toute la dette comme illégitime (ainsi que le fait le NPA), ce n'est en pas la position de SYRIZA, qui se prononce pour :

« La création d'une Commission d'audit pour explorer la partie odieuse de la dette publique, un moratoire sur son remboursement et la recherche d'une solution Européenne juste et viable »

Solidarité avec le peuple de Grèce !

On ne peut conclure un tel article sans tracer un certain nombre de perspectives pour notre propre activité. Dans les pays de l'UE, les tâches de soutien au peuple de Grèce prennent évidemment une place décisive.

- A l'évidence le combat contre la ratification du pacte budgétaire s'inscrit dans ce cadre. Plus généralement, toute agitation menée contre la troïka aboutit au soutien du peuple grec.
- Il est aussi indispensable d'exiger que les fonds d'aide à la Grèce soient fournis inconditionnellement à ce pays, quelle que soit la politique suivie par le gouvernement issu du scrutin de juin prochain. Bref, de dénoncer les mémorandums.
- Enfin en ce qui concerne le maintien ou pas de la Grèce dans l'UE, notre opinion est connue : le préalable à la reconstruction du pays, c'est de rompre avec Maastricht, Amsterdam et le reste, c'est de rompre avec l'UE, l'Europe des banquiers et des capitalistes. Mais en tout état de cause c'est aux grecs et à eux seuls de trancher la question. Pas à Lagarde, Merkel ou Barroso !

2 juin 2012

- i Les indépendants sont une scission de la Nouvelle Démocratie, datant de 2012.
- ii La gauche démocratique est une scission récente de Syriza, sur une ligne « social-démocrate ».
- iii Cf. *Où va la France ?*
- iv Voir un exemple à <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article2582>.
- v Y. Mitralias, *Syriza ou la percée magistrale d'une expérience unitaire unique et originale*.
- vi Depuis l'écriture de ces lignes, SYRIZA a publié son programme pour les législatives de juin. Il confirme nos appréciations.
- vii A. Tsipras, interview à CNBC, 8.V.2012.
- viii A. Tsipras : *idem*.
- ix *Le Monde*, 26.V.2012.
- x Notamment, la question du travail au sein de SYRIZA n'a rien d'absurde. Mais l'essentiel, c'est : sur quelle orientation ?